



## Déclaration des représentants de la FSU 43 au CDEN du 30 avril 2015

Dans cette période de crise économique et sociale et de montée des inégalités, l'école avec ses enseignants constituent un rempart incontournable à la relégation des plus fragilisés et à la montée de tous les obscurantismes. Plus que jamais notre pays a besoin d'école.

Depuis les tragiques événements de janvier, l'École a été placée au centre des débats et a été interrogée dans son rôle et sa responsabilité sociale. Les personnels de l'Éducation Nationale savent que l'enjeu actuel n'est pas simplement d'énoncer les valeurs républicaines, de les faire résonner, de rester dans le symbolique mais bien de les faire vivre au quotidien ; dans l'École et en dehors de l'École. Ils savent aussi que c'est pour eux une mission devenue plus difficile, pour ne pas dire un travail empêché.

C'est une mission devenue difficile parce que l'École se trouve confrontée à une société où les valeurs qu'elle promeut sont souvent mises à mal : quand l'École fait la promotion de l'égalité et de la fraternité, le monde économique confronte trop souvent à l'individualisme, à la discrimination à l'embauche, à la différence de salaire homme/femme, à la sous-représentation des femmes dans les conseils d'administration ; quand l'École fait la promotion de l'égalité et de la fraternité, des individus vivent l'exclusion concrète dans des quartiers marginalisés et le sentiment de relégation rend précaire le sentiment d'appropriation des valeurs républicaines. C'est une tâche peu aisée que de transmettre des principes dont les élèves ne retrouvent pas l'application dans la vie sociale.

C'est un travail empêché parce que les conditions de travail, et avec elles, de construction et de transmission de ces valeurs se sont indéniablement dégradées : les suppressions de postes dans l'Éducation nationale ont conduit globalement à ce que les effectifs pris en charge par les enseignants, par les vies scolaires, par les conseillers d'orientation psychologues, par les assistants sociaux, les infirmiers et les médecins scolaires, par les personnels techniques et administratifs, soient plus importants, et que le travail auprès des élèves soit ainsi dégradé. Le vivre ensemble se construit sur une proximité relationnelle ; celle-ci se perd de plus en plus. Le vivre ensemble demande du temps ; les agents, soumis à l'augmentation de leur charge de travail, l'ont, de fait, moins ; le vivre ensemble demande de l'énergie ; les personnels, en manque de reconnaissance, salariale notamment, ne sont plus toujours prêts à fournir cette énergie au seul prétexte d'une « vocation ». Les partenaires possibles de l'École, les associations porteuses de citoyenneté, de lien social et de coopération, vont d'ailleurs malheureusement eux-mêmes être soumis, du fait de la baisse des dotations aux collectivités, à ces difficultés et elles ont déjà averti sur le désastre social qui, je cite, « attend la France au bout de cette course à l'austérité ».

La question des moyens n'a rien d'anecdotique. Et aujourd'hui la priorité au primaire ne se traduit pas dans les écoles. Et ce n'est pas la très médiatisée réforme des nouveaux rythmes scolaires qui peut constituer une réponse à la difficulté scolaire. Celle-ci ne fait qu'accentuer la dégradation des conditions de travail des enseignants et renforcer les inégalités territoriales. Quand elle ne génère pas des conflits entre enseignants, élus et parents. Les effectifs des écoles publiques font aussi les frais de cette réforme qui ne s'applique pas à l'enseignement privé. Avec des effectifs parmi les plus chargés d'Europe, une formation continue exsangue, une charge de travail toujours en augmentation, des conditions d'enseignements dégradées, une revalorisation salariale en panne et maintenant un recours aux contractuels, en lieu et place d'enseignants titulaires et formés pour pallier au manque d'attractivité de nos métiers : il y a saturation. Le nombre d'élèves, par classe déjà au-dessus des moyennes européennes, ne va pas baisser et même augmentera dans trop

d'écoles. La taille des classes, déterminante pour la réussite des élèves comme le confirment plusieurs études récentes, doit baisser. La dotation en poste pour notre département est très insuffisante.

La Haute Loire doit rendre 5 postes au nom de l'équité et de la baisse démographique. Encore et toujours les mêmes arguments. Mesdames et messieurs les élus de proximité, maires, conseillers départementaux, vous connaissez le territoire, vous savez mieux que quiconque les difficultés de la population car vous en êtes les témoins au quotidien : désertification, désengagement de l'état, fermeture d'entreprises, fermeture des services publics, paupérisation des familles... Ne pensez-vous pas que la carte scolaire qui nous est proposée va accentuer un peu plus la dégradation du climat économique et social ? Ne pensez-vous pas que votre travail d'élue(e) de la République consiste à peser sur notre gouvernement pour exiger d'autres choix et des moyens supplémentaires pour l'école dans notre département rural ? Si tel est le cas, nous serons à vos côtés pour mener ce combat.

Eduquer, éduquer, éduquer... Nos collègues le font au quotidien avec passion et générosité. Mais attention, beaucoup s'épuisent et se découragent. Avec des effectifs en hausse atteignant et dépassant parfois 30 élèves par classe, comment faire face, comment donner le meilleur à nos élèves et comment protéger les plus fragiles d'entre eux ?

Oui, mesdames et messieurs, nous nous répétons cette année encore, nous n'avons pas une carte scolaire de refondation de l'école, mais nous avons tout le contraire, tout cela au nom de la politique libérale, au nom des restrictions budgétaires et hélas au détriment des élèves, des enseignants et des citoyens de notre territoire.

Nous voterons contre cette carte scolaire car elle est néfaste pour le Service Public d'éducation et contraire au projet de transformation sociale que nous portons.